

Les nouveaux visages du gouvernement Borne

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 23 MAI 2022



Les nouveaux entrants du premier gouvernement d'Elisabeth Borne. © Photos AFP / REA / SIPA / Sébastien Calvet / Mediapart

Treize nouvelles personnes font leur entrée au gouvernement, dont l'historien Pap Ndiaye et l'ancien patron des députés LR Damien Abad. Emmanuel Macron a aussi récompensé plusieurs de ses fidèles comme le patron du parti LREM Stanislas Guerini et la députée Yaël Braun-Pivet.

Le premier gouvernement d'Élisabeth Borne s'inscrit dans la continuité de celui de son prédécesseur Jean Castex. Treize nouveaux visages font tout de même leur entrée, pour beaucoup issus de l'écosystème macroniste. Mediapart fait les présentations.



Les nouveaux entrants du premier gouvernement d'Elisabeth Borne. © Photos AFP / REA / SIPA / Sébastien Calvet / Mediapart

Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

C'est une des surprises du gouvernement d'Élisabeth Borne et l'antithèse de Jean-Michel Blanquer qui obtient le poste de ministre de l'éducation nationale. Pap Ndiaye, 56 ans, historien spécialiste des États-Unis, né de père sénégalais et de mère française, est le frère de la romancière Marie N'Diaye, prix Goncourt en 2009 pour *Trois femmes puissantes*.

Après avoir été nommé professeur à Sciences Po-Paris en 2012, il avait récemment enchaîné les missions officielles (rapport sur la diversité à l'Opéra de Paris co-écrit avec Constance Rivière en 2020, président de la Commission Images de la diversité du Centre national du cinéma depuis le début de cette année), et occupait depuis 2021 le poste de directeur général du Palais de la Porte-Dorée et du musée de l'Histoire de l'immigration.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, en particulier une étude sur Chicago pour laquelle nous l'avons reçu à **Mediapart** et *La Condition noire : essai sur une minorité française* (Calmann Lévy, 2008), qui constitue un ouvrage pionnier sur le sujet et demeure une référence dans le champ des études raciales. Pour Pap Ndiaye, parler des Noirs revient à se référer « à une communauté imaginée », perçue comme telle, et « à des personnes dont l'apparence est d'être noires, et non point à des personnes dont l'essence serait d'être noires ».

Son approche a été critiquée par d'autres intellectuels, déduisant d'une peau sombre davantage qu'une « condition ». Le philosophe Norman Ajari avait notamment repris à son compte les reproches adressés par les éminences du Parti des Indigènes de la République (PIR), Sadri Khiari et Houria Bouteldja, dans un article intitulé « Pap Ndiaye tire à blanc », en jugeant l'universitaire incapable de « concevoir l'existence d'une identité raciale qui soit celle des opprimés, façonnée dans et par la résistance à l'oppression ».

Pap Ndiaye a néanmoins siégé au conseil scientifique du Cran (Conseil représentatif des associations noires) dont il a été l'un des fondateurs, et soutenu les mobilisations ayant suivi la mort par étouffement de George Floyd, y compris celle devant le tribunal de grande instance de Paris le 2 juin 2020. Autant dire des positions que **Jean-Michel Blanquer** considérait comme « *islamo-gauchistes* » et qu'il va sans doute avoir du mal à défendre au sein d'un gouvernement qui compte dans ses rangs les initiateurs **de la loi Séparatisme**.

Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Emmanuel Macron a-t-il voulu rassurer le Quai d'Orsay, à la veille d'une grève historique contre sa réforme du corps diplomatique, en nommant Catherine Colonna à la tête du ministère des affaires étrangères ? On pourrait le penser en constatant que la nouvelle ministre n'est pas, comme son prédécesseur Jean-Yves Le Drian, issue du monde politique mais, précisément, du corps diplomatique où elle a choisi de faire carrière à sa sortie de l'École nationale d'administration (ENA), en 1983.

Après un passage au service politique, puis au service de presse de l'ambassade de France aux États-Unis, à Washington, elle a occupé diverses fonctions au Quai d'Orsay avant d'en devenir la porte-parole adjointe en 1993, lorsque Alain Juppé y est nommé. Promotion facilitée par la présence auprès du nouveau ministre d'un jeune directeur de cabinet, Dominique de Villepin, avec qui Catherine Colonna a déjà travaillé dans la capitale américaine.

Est-ce sur les recommandations de Juppé et Villepin ? À son arrivée au pouvoir, en mai 1995, Jacques Chirac nomme la jeune énarque porte-parole de l'Élysée, poste qu'elle va occuper pendant neuf ans. En récompense de cette fonction exposée et exigeante, cette diplomate cinéphile, qui aime le néoréalisme italien et Kurosawa, obtient en 2004 la direction générale du Centre national du cinéma (CNC) et la vice-présidence du festival de Cannes. En plus d'un téléviseur à écran plat offert par Jacques Chirac.

Devenu premier ministre, Dominique de Villepin la rappelle aux affaires publiques et la nomme, en 2005, ministre déléguée aux affaires européennes. Lorsque Nicolas Sarkozy entre à l'Élysée, en mai 2007, elle appartient à la commission du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne que pilote Alain Juppé et espère, semble-t-il, obtenir un premier poste d'ambassadrice. Elle sera en fait pendant deux ans représentante permanente de la France auprès de l'Unesco. Sarkozy la juge trop chiraquienne pour lui confier une ambassade. Dépitée, elle abandonne en décembre 2010 la fonction publique pour devenir

« managing partner » du cabinet de conseil en communication Brunswick, où elle est chargée de la coordination de l'offre des antennes européennes du groupe en matière d'affaires publiques.

C'est en 2014, sous la présidence de François Hollande, qu'elle obtient enfin sa première ambassade, Rome, où elle va retrouver son métier de diplomate. Elle y restera cinq ans avant d'être nommée par Emmanuel Macron ambassadrice au Royaume-Uni, poste qu'elle occupait jusqu'à sa nomination au gouvernement. Il est trop tôt pour mesurer l'effet que celle-ci aura sur un corps diplomatique en colère.

On peut seulement faire remarquer au chef de l'État qu'il n'était pas nécessaire de décider « l'extinction » des deux corps historiques de la diplomatie française pour promouvoir « la mobilité » des diplomates. Catherine Colonna l'illustre personnellement : en plus d'une incursion dans le privé, au sein du cabinet Brunswick, et d'un détour par la culture, avec le CNC et le festival de Cannes, elle a aussi été conseillère technique au cabinet de Maurice Faure, ministre de l'équipement de François Mitterrand, et a représenté la France auprès de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) pendant deux ans. Acceptera-t-elle comme ses prédécesseurs que la « cellule diplomatique » de l'Élysée éclipse le Quai d'Orsay dans la définition et l'exécution de la politique étrangère ?



Pap Ndiaye, Catherine Colonna, Chrysoula Zacharopoulou, Amélie Oudéa-Castéra, Justine Benin, Damien Abad. © Photos AFP / SIPA

Damien Abad, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées

L'arrivée au gouvernement de l'ancien président du groupe Les Républicains (LR) à l'Assemblée nationale était attendue. La veille, il avait en effet annoncé, dans *Le Figaro*, qu'il quittait son parti, en raison

de divergences sur le positionnement de ce dernier vis-à-vis de l'extrême droite et dans l'opposition au gouvernement, qu'il ne voulait pas « *frontale* ».

À 42 ans, Damien Abad a déjà occupé de nombreuses fonctions politiques : député européen dès 2009, conseiller régional de Rhône-Alpes en 2010, député de l'Ain en 2012. En 2015, il cumule avec la présidence du conseil départemental de l'Ain un poste qu'il cède en 2017, touché par le non-cumul des mandats. Figure de l'aile dite « modérée » de la droite, il a été proche de Bruno Le Maire, puis de Xavier Bertrand, avant de s'impliquer dans la campagne de Valérie Pécresse en 2022.

Comme d'autres membres du gouvernement, il a voté contre le mariage pour tous, et il s'est récemment abstenu **sur la PMA** (procréation médicalement assistée) pour les lesbiennes et les femmes seules. À l'Assemblée, il s'est par ailleurs illustré pour ses critiques de la gestion de la crise du Covid par le gouvernement. Il s'est cependant abstenu sur le projet de loi qui a instauré le passe sanitaire, puis a voté en faveur du passe vaccinal. En devenant ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées, il hérite de plusieurs dossiers d'actualité.

Côté dépendance : la crise des ressources humaines dans les Ehpad et la gestion des suites du scandale Orpea ; côté solidarités : le versement automatique des aides sociales à la source ; côté handicap : la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé (AAH). Atteint d'une maladie génétique rare, Damien Abad est handicapé.

Rima Abdul-Malak, ministre de la culture

Ancienne conseillère culture à l'Élysée, Rima Abdul-Malak a travaillé à la mairie de Paris, bastion socialiste par excellence, entre 2008 et 2014. Elle fut la conseillère, dans le domaine du spectacle vivant, de l'adjoint PS à la culture Christophe Girard, avant-consécration alors suprême— que de se hisser au poste de conseillère pour la culture du maire Bertrand Delanoë. Auparavant, entre 2001 et 2006, elle avait dirigé une association, Clown sans frontières, destinée à faire sourire les enfants dans la détresse et les populations frappées par la précarité.

Après son passage dans le biotope socialiste parisien, Rima Abdul-Malak a occupé, entre 2014 et 2018, un poste en forme d'accélérateur de carrière : la direction du service culturel de l'ambassade de France aux États-Unis, **située à New York**. Elle rejoint l'Élysée macronien en 2019, pour devenir la conseillère culturelle du président de la République. C'est parfois la meilleure façon de se retrouver ministre de la culture, comme l'a montré Audrey Azoulay sous François Hollande – aujourd'hui directrice générale de l'Unesco.

Audrey Azoulay est énarque, alors que Rima Abdul-Malak a poursuivi des études supérieures moins prestigieuses (Institut d'études politiques de Lyon, puis DESS à Paris I). À 43 ans, elle s'inscrit dans une distribution ministérielle dont l'objet paraît prétendre faire un rien trembler les murs du conformisme ambiant.

Christophe Béchu, ministre délégué chargé des collectivités territoriales

C'est la seule personnalité issue du parti d'Édouard Philippe à entrer au gouvernement. Le maire d'Angers (Maine-et-Loire) Christophe Béchu, 47 ans, actuel secrétaire général d'Horizons, devient ministre délégué chargé des collectivités territoriales. Il est rattaché à deux ministres : celui de l'intérieur, Gérald Darmanin, et celle de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Amélie de Montchalin, venu-es, comme lui, de la droite LR.

En décembre 2017, Christophe Béchu quitte le parti de la rue de Vaugirard sans pour autant rejoindre les rangs de La République en marche (LREM). Il soutient toutefois la liste de la majorité présidentielle aux élections européennes de 2019 et cosigne, la même année, **une tribune** dans laquelle 72 maires et élus locaux de droite et du centre annoncent leur soutien au président de la République. **Dans sa ville**, Emmanuel Macron a rassemblé 76,50 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle.

Élu pour la première fois en 1995 à l'âge de 21 ans, cet avocat de formation a été tour à tour conseiller général, eurodéputé, président de conseil général, conseiller régional, sénateur, président de métropole et maire.

Il devient ministre pour la première fois après avoir fait office de pressenti à chaque remaniement du précédent quinquennat. Il avait créé **la polémique** fin 2016 en demandant le retrait, à Angers, d'affiches de prévention du VIH mettant en scène des couples homosexuels, lesquelles participaient, **selon lui**, « à une forme de trouble sur l'espace public ».

Yaël Braun-Pivet, ministre des outre-mer

Venue du parti socialiste, cette ancienne avocate en droit pénal, âgée de 51 ans, vient de passer cinq ans à la tête de la commission des lois de l'Assemblée nationale où, en 2017, alors députée novice, elle démarre son mandat par une série de bourdes gênantes pour la majorité, lors de l'examen de la loi sur la « moralisation de la vie publique ».

Elle se rattrape très vite. Dès 2018, à l'occasion de l'affaire Benalla, elle prend la tête de la commission d'enquête pour faire montre d'une loyauté sans faille vis-à-vis de l'Élysée, s'évertuant à limiter le nombre d'auditions – celles des collaborateurs du chef de l'État en particulier –, à circonscrire le champ des investigations et à clore les travaux au plus vite. C'est le Sénat qui accomplira seul le boulot. Sa promotion au gouvernement peut être vue comme une récompense. Pour son travail aussi, sans doute, réputé acharné.

Car Yaël Braun-Pivet s'investit, les années suivantes, sur des sujets ardues comme la prison, prônant la création d'établissements à sécurité allégée – « prisons ouvertes » à la danoise. Un relent de gauche ? Dans le même temps, elle corédige une proposition de loi ultra-sécuritaire qui restreint la liberté des sortants de prison condamnés dans des affaires liées au terrorisme islamiste, largement censurée par le Conseil constitutionnel. Un camouflet.

Désormais, la voilà chargée de l'outre-mer, où elle a réalisé divers déplacements durant sa mandature, dans des centres pénitentiaires surpeuplés ou lors de la crise sanitaire. Elle siégeait aussi, comme rapporteure, à la mission d'information parlementaire sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.

Stanislas Guerini, ministre de la transformation et de la fonction publiques

Stanislas Guerini, 40 ans, est issu de l'aile droite du Parti socialiste (PS), au sein de laquelle Emmanuel Macron a trouvé nombre de ses premiers soutiens. Aux primaires internes du parti à la rose en 2006, il participait ainsi à la campagne de Dominique Strauss-Kahn, dont il a été proche jusqu'à sa chute en 2011. Diplômé d'HEC, il s'est lancé dans l'entrepreneuriat en s'associant au père d'Ismaël Emelien, qui fut conseiller d'Emmanuel Macron dès l'entrée de ce dernier au ministère de l'économie en 2015.

C'est par ce biais que Stanislas Guerini est devenu l'un des membres fondateurs d'En Marche, **le parti ad hoc** créé pour propulser Emmanuel Macron à l'Élysée. Élu député à Paris en 2017, il participe à la commission des finances de l'Assemblée nationale et assure le porte-parolat du groupe La République en marche (LREM). Un an plus tard, il succède à Christophe Castaner au poste de délégué général de LREM, au terme **d'une séquence** qui « donne à voir un mouvement encore incapable d'instiller du débat politique en son sein ».

Stanislas Guerini s'est tout récemment illustré en assurant la défense catastrophique de son ancien conseiller au parti, Jérôme Peyrat, d'abord investi par la majorité présidentielle, **malgré sa condamnation** pour des faits de violences conjugales. Mercredi, sur France Info, le patron de LREM a qualifié le candidat éphémère d'« honnête homme », entraînant par là même **sa chute** – il s'est finalement retiré de la campagne des législatives. Un faux pas qui n'aura pas empêché la loyauté de Stanislas Guerini d'être récompensée par une entrée au gouvernement.

Isabelle Rome, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances

Gageons que la nouvelle ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes aura d'intéressants débats sur l'importance de la parole des victimes de violences sexuelles avec ses collègues Darmanin, Dupond-Moretti ou Guerini. La magistrate de 59 ans est sensible à la cause des femmes, deux

de ses quatre ouvrages y sont consacrés – *Dans une prison de femmes* et *Liberté, égalité, survie*. Depuis trois ans, elle occupait le poste de « haute fonctionnaire à l'égalité femmes-hommes du ministère de la justice », où elle a notamment piloté le Grenelle des violences conjugales **en novembre 2019**.

L'approche de la successeuse d'Élisabeth Moreno se veut tout aussi pragmatique. Invitée de **notre émission** « À l'air libre » le 9 novembre dernier, consacrée au pouvoir de la justice face aux révélations #MeToo, elle y laisse entrevoir une volonté de miser avant tout sur la formation des personnels policiers et judiciaires.

Si, contrairement à l'esprit dominant en Macronie, elle vante « l'apport des sciences sociales, auxquelles nous devons beaucoup », elle estime qu'« il faut sortir de la logique de parole contre parole » et défend l'idée de créer des « brigades spécialisées » dans les violences sexuelles, afin de « mieux chercher, mieux interroger ». Pas trop ambitieuse non plus, elle assume cependant déjà de promouvoir « des choses pas très spectaculaires, mais des avancées du quotidien, pratico-pratiques ».

Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

Comme sa prédécesseuse Frédérique Vidal, Sylvie Retailleau, 57 ans, est une bonne élève de l'enseignement supérieur, originaire du Sud-Est. Après la biochimiste de Monaco, c'est au tour de la physicienne de Nice (Alpes-Maritimes) de faire son entrée au gouvernement. La nouvelle ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a fait toute sa carrière à l'université Paris-Saclay, d'abord en tant qu'étudiante, agrégée de physique, puis comme présidente, fonction qu'elle occupe depuis 2016.

Paris-Saclay est un établissement public à caractère expérimental, grand mélange public-privé rendu possible par une ordonnance de 2018. En nommant Sylvie Retailleau, Emmanuel Macron affirme une nouvelle fois sa velléité de détricoter l'université publique, au profit des grandes écoles et du privé. L'objectif ? La course aux classements internationaux. Et à ce jeu, la nouvelle ministre peut se targuer de

son bilan, puisque son université occupe le 13^e rang du classement de Shanghai, soit la première université française du classement.

« *Aucune rupture* », souffle-t-on déjà du côté du Snes-FSU. « *Elle a étroitement travaillé avec Vidal sur la loi de programmation* », rappelle Anne Roger, co-secrétaire générale du syndicat enseignant. Elle a même précédé les désirs gouvernementaux en installant dans son université des chaires de professeurs juniors, postes précarisés pour les jeunes chercheurs dès 2021. « *Quand elle est mise dos au mur, elle explique qu'elle n'appréciait pas ces atteintes au système universitaire. Elle invoque très régulièrement qu'elle n'a pas le choix* », décrypte un élu étudiant de Paris-Saclay.



Charlotte Caubel, Rima Abdul Malak, Isabelle Rome, Stanislas Guerini, Christophe Béchu, Yaël Braun-Pivet, Sylvie Retailleau.
© Photos AFP / REA / DR et Sébastien Calvet / Mediapart

Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux

Franco-Grecque née à Sparte, Chrysoula Zacharopoulou, 46 ans, était jusqu'à présent connue pour sa double casquette de médecin gynécologue – elle est diplômée de la Sapienza à Rome – et d'eurodéputée, élue depuis 2019 sous la bannière de la majorité présidentielle. Spécialiste **de l'endométriase**, elle a lancé en 2015, avec Julie Gayet, l'association Info-Endométriase. Cet engagement lui avait valu **les félicitations appuyées** d'Emmanuel Macron en janvier 2022, au moment de la présentation de sa stratégie de prise en charge de la maladie.

Mais si Chrysoula Zacharopoulou vient d'être nommée secrétaire d'État au développement, à la francophonie et aux partenariats internationaux, c'est sans doute pour une autre raison. Depuis avril 2021, elle co-préside Covax, mécanisme

multilatéral d'achats de vaccins à destination des pays les plus pauvres, mêlant acteurs publics et privés, et dont l'Union européenne (UE) est le premier contributeur. L'efficacité de la structure est controversée, notamment en raison de la lenteur de l'acheminement des doses.

Au Parlement européen, la nouvelle secrétaire d'État a également rédigé **un rapport** sur « la nouvelle stratégie à l'égard de l'Afrique » – adopté **en mars 2021** avec 460 voix pour, 64 contre et 163 abstentions –, une énième tentative de redéfinir les relations entre l'UE et l'Afrique, qui visait à « *émanciper [les deux continents] de la relation donateur-bénéficiaire* ». « *Nos amis africains sont nos alliés et tous les Européens doivent comprendre l'importance et la chance que représente ce partenariat pour nous* », avait-elle alors déclaré.

Charlotte Caubel, secrétaire d'État chargée de l'enfance

Magistrate de métier, Charlotte Caubel, 50 ans, est passée par les tribunaux judiciaires de Meaux (Seine-et-Marne) et Bobigny (Seine-Saint-Denis), la direction criminelle des affaires criminelles et des grâces (DACG) et le service de renseignement Tracfin (2009-2014), avant de prendre la tête de la section financière du parquet de Paris (2014-2017). Elle intègre ensuite le cabinet d'Édouard Philippe à Matignon, en tant que conseillère justice, de mai 2017 à juillet 2020.

Depuis, Charlotte Caubel dirigeait la Projection judiciaire de la jeunesse (PJJ), poste auquel elle a notamment accompagné la mise en place du nouveau Code de justice pénale des mineurs. Auditionnée à l'Assemblée nationale en septembre 2021, dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire sur les migrations, la directrice de la PJJ avait opposé les « *vrais mineurs* » isolés étrangers, devant faire l'objet d'une prise en charge, aux « *majeurs* » attirés par la « *générosité* » du système français et cherchant indûment à en bénéficier.

Appelant à ne pas se montrer « *naïfs* », la magistrate donnait raison au ministère de l'intérieur, « *vigilant sur l'appel d'air que constitue notre dispositif*

de protection de l'enfance ». La tonalité de son intervention avait irrité certains parlementaires, dont la députée LREM Stella Dupont. À la ville, Charlotte Caubel est mariée à Alexandre Bompard, PDG du groupe Carrefour depuis 2017.

Justine Bénin, secrétaire d'État chargée de la mer

Députée MoDem dans la deuxième circonscription de Guadeloupe, Justine Bénin, 47 ans, est candidate à sa réélection aux législatives de juin, avec le soutien de la majorité présidentielle. **Sur son compte Twitter**, elle avait d'ailleurs donné rendez-vous, vendredi 20 mai à 19 heures (heure locale) pour sa déclaration de candidature, quelques jours avant sa nomination au gouvernement.

Née aux Abymes en Guadeloupe, elle est cadre de Pôle emploi, sous le statut d'agent public de catégorie B. Elle a fait ses études de droit social en métropole, à Toulouse (Haute-Garonne), où elle a également débuté sa carrière professionnelle à la protection judiciaire de la jeunesse.

Membre de la commission permanente des affaires sociales à l'Assemblée nationale, la députée a été rapporteure de la commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone aux Antilles françaises. Elle a également porté une « loi eau », adoptée en 2021, visant à créer un syndicat mixte unique, chargé de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe.

Avant d'être députée, Justine Bénin a été conseillère régionale de Guadeloupe, élue en 2010 sur la liste du socialiste Victorin Lurel. Sa nomination au secrétariat d'État chargé de la mer est « *probablement la grande surprise pour les outre-mer* », écrit la chaîne **Guadeloupe la 1^{ère}**, qui voit là « *une récompense* » du président de la République envers « *une élue qui l'a toujours soutenu* ».

Amélie Oudéa-Castera, ministre des sports et des Jeux olympiques et paralympiques

Énarque de 44 ans, la directrice générale de la Fédération française de tennis entre au gouvernement à la tête d'un ministère de plein exercice, en remplacement de Roxana Maracineanu. Ancienne

joueuse de tennis brillante chez les juniors avant d'arrêter sa carrière à 18 ans, cette haute fonctionnaire sortie de la promotion Sédar Senghor de l'ENA, comme Emmanuel Macron, a fait l'essentiel de sa carrière dans de grandes entreprises après un passage à la Cour des comptes.

Après dix ans passés chez AXA, notamment au poste de directrice marketing, elle avait rejoint le groupe Carrefour en 2018 en qualité de directrice exécutive e-commerce, avant de retrouver le tennis en 2021, comme directrice générale de la Fédération française.

Nièce du journaliste Alain Duhamel, elle est aussi l'épouse de Frédéric Oudéa, patron de la Société générale, qui vient d'annoncer son départ de la banque prévu pour 2023.

Boîte noire

Ont participé à la rédaction de cet article : Stéphane Alliès, René Backmann, Caroline Coq-Chodorge, Joseph Confavreux, Fabien Escalona, Cécile Hautefeuille, Youmni Kezzouf, Ludovic Lamant, Mathilde Mathieu, Antoine Perraud, Camille Polloni, Ellen Salvi et Khedidja Zerouali.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru Rollin, 75011 Paris